

Regards politiques sur la fracture de l'AVS

CONTRASTE Au lendemain du vote sur les retraites, le profond fossé entre régions linguistiques continue de frapper les esprits. En cause notamment, le fait que Romands et Alémaniques n'accordent pas la même place à l'égalité et à l'Etat

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP

Rouge à l'ouest et au sud. Vert au nord et à l'est. La votation populaire sur AVS 21 a ressuscité une carte politique bien connue et source de controverses, le fameux Röstigraben. Alors que les Latins balayaient sèchement la hausse de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans, les Alémaniques l'adoubaient sans équivoque. Au final, sous l'impulsion de la majorité germanophone, la réforme des retraites bascule du côté du oui, à 50,6% des voix seulement.

«Ce fossé entre communautés linguistiques me fait mal. On en parlait beaucoup moins ces dernières années, le contraste ville-campagne était plus fort. Là, il réapparaît brutalement», regrette le libéral-radical Olivier Feller, conseiller national vaudois ayant grandi dans une famille alémanique.

Evidemment, d'autres facteurs ont pesé dans la balance. Un fossé entre les femmes et les hommes s'est dessiné, ainsi qu'entre les catégories de revenus. «Plus le revenu est élevé, plus le oui l'emporte. Une partie de l'explication réside dans la structure économique», observe la conseillère nationale Flavia Wasserfallen (PS/BE). Une césure qui a pu se recouper avec celle des régions linguistiques. «Le revenu médian est plus bas dans plusieurs cantons latins, comme le Jura ou le Tessin. Plus de retraités y dépendent de l'AVS, en raison d'un deuxième pilier moins fourni», développe Julie Cantalou, secrétaire générale des vert'libéraux.

Reste que Latins et Alémaniques semblent se tourner le dos. Comment en est-on arrivé là? Tentatives d'explication avec des acteurs politiques connaisseurs des deux côtés de la Sarine.

1 L'approche de l'égalité et du genre

«Il me semble qu'en Suisse romande, on est plus sensible aux questions d'égalité et de genre, de violence domestique ou sexuelle par exemple», remarque Jacqueline de Quattro, conseillère nationale (PLR/VD). «Quand je fais des motions au parlement, je reçois beaucoup plus de soutien auprès de mes collègues romands qu'alémaniques.»

Son collègue libéral-radical Olivier Feller la rejoint. «La

perception de l'enjeu de l'égalité est différente. Cela relève presque de la psychologie, de la culture. Ainsi, les inégalités en partie inexplicables qui subsistent dans le monde du travail ne sont pas jugées suffisantes en Suisse alémanique pour refuser une réforme de l'AVS. En Suisse romande, en revanche, c'est rédhibitoire.»

2 Ne pas mélanger les bidons

Pour certains observateurs, la culture politique alémanique préfère régler les problèmes distinctement, les uns après les autres. Autrement dit, on toilette d'abord les finances du premier pilier des retraites avant de s'attaquer au deuxième, ou même d'établir un lien avec un autre dossier estampillé «femmes». «Les Suisses alémaniques n'aiment pas mélanger les dossiers. Ils procèdent de manière plus systématique. Les compromis à la vaudoise, ce n'est pas dans leur culture», image Jacqueline de Quattro.

«Les Suisses alémaniques n'aiment pas mélanger les dossiers. Ils procèdent de manière plus systématique»

JACQUELINE DE QUATTRO, CONSEILLÈRE NATIONALE (PLR/VD)

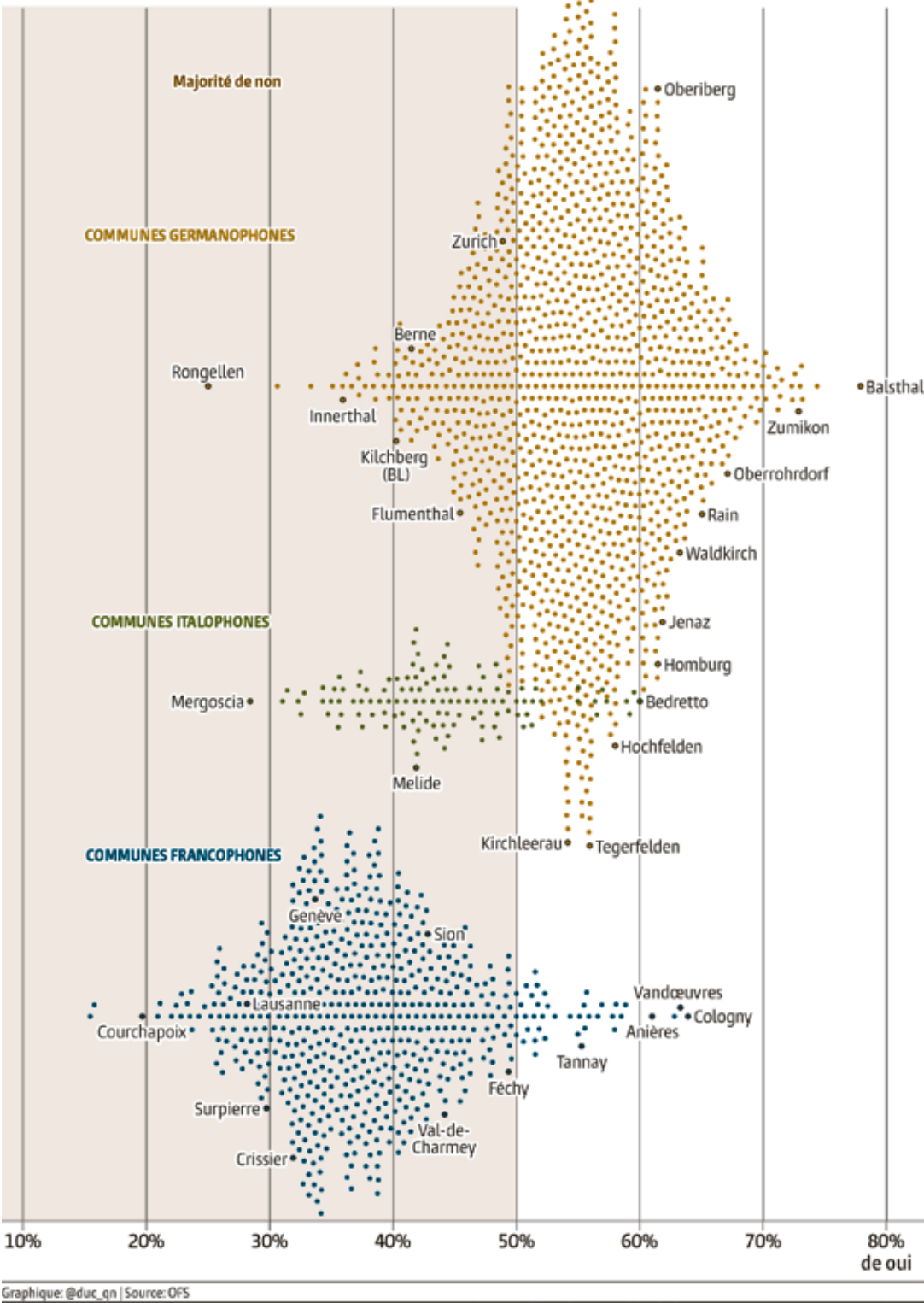
Pour la socialiste bernoise Flavia Wasserfallen, «le discours du chacun pour soi, de l'épargne personnelle en vue de sa retraite, de la fameuse responsabilité individuelle porte plus en Suisse alémanique, où l'on argumente aussi que les réformes se feront dans le deuxième pilier. L'idée d'un financement solidaire résonne peut-être plus en Suisse romande.»

3 Le rôle de l'Etat et les questions sociales

C'est un grand classique de la politique fédérale, et une ligne

LES COMMUNES LATINES ONT QUASI TOUTES REFUSÉ LA RÉFORME AVS 21

% de oui par commune à la réforme AVS 21.
Les communes sont groupées selon leur langue principale.



de fracture entre francophones et germanophones. «La question des classes sociales était beau-

coup plus présente en Suisse romande, où la réforme était perçue comme une attaque fron-

talement contre le principe même de l'AVS et sa logique redistributive», estime l'Argovien Cédric

Wermuth, coprésident du Parti socialiste. «Les médias y étaient beaucoup plus ouverts aux arguments des deux camps. En Suisse alémanique, ils ont fait campagne pour le oui. La Suisse romande est plus consciente que la cohésion sociale dépend des mécanismes de solidarité.»

L'écologiste fribourgeois Gerhard Andrey avance aussi que «la conception de l'Etat et de la solidarité est assez différente entre les deux régions linguistiques. Je le remarque clairement au parlement avec mes collègues bourgeois romands, avec lesquels nous ne sommes pas si éloignés lorsque l'on aborde le périmètre des pouvoirs publics.»

4 Les figures de proue

En Suisse romande, il prend beaucoup de place. «Il y a eu un effet Pierre-Yves Maillard», relève la vert'libérale Julie Cantalou. «C'est une personnalité forte et très écoutée, il s'est beaucoup engagé», renchérit Jacqueline de Quattro. «Il n'y a pas eu d'équivalent en Suisse alémanique. Les syndicats sont plus puissants en Suisse romande.»

Un homme fort a-t-il manqué à la gauche alémanique pour drainer plus de voix masculines? «Je ne suis pas convaincu que ce facteur ait joué un rôle décisif», contre le coprésident du PS, Cédric Wermuth, citant du côté germanophone le sénateur et ancien président de l'Union syndicale suisse Paul Rechsteiner (SG). «En Suisse alémanique, le débat était plus marqué sur la stabilisation financière de l'AVS. La droite et les milieux économiques mènent une campagne de longue haleine et agitent des peurs.» D'après lui, les syndicats sont de forces égales des deux côtés de la Sarine.

5 Les améliorations pour les femmes dans la LPP

Et maintenant? La réforme de l'AVS étant sous toit, les deux Chambres fédérales doivent à présent achever celle du deuxième pilier des retraites, la prévoyance professionnelle (LPP), où les femmes subissent plus de préjudices financiers. Jacqueline de Quattro prévient: «Le résultat de dimanche envoie un message clair. La minorité est très forte, on attend que les promesses soient tenues. Il n'y a plus d'excuses.» ■

Les racines du fossé, selon les experts

AVS Les clivages linguistiques lors des votations sont relativement rares. Pourtant, ils affectent de part et d'autre de la Sarine. Pourquoi, comment? Analyse

LAURE LUGON ZUGRAVU
@laurelugin

«La Suisse alémanique sécurise l'AVS», titrait lundi la NZZ, résumant en quelques mots le clivage culturel de la votation sur la retraite des femmes à 65 ans. Ce titre dit aussi en creux le sentiment alémanique vis-à-vis des «Neinsager» romands. Un genre de «à cause de vous, on l'a échappé belle». Avec une acceptation de la réforme d'AVS 21 par les poils, on se retrouve avec une Suisse divisée selon le traditionnel Röstigraben.

Traditionnel, vraiment? A y regarder de plus près, les chiffres sont contre-intuitifs. Depuis 1848, soit 663 scrutins, il n'est arrivé que cinq fois qu'une Romandie unifiée (cinq cantons jusqu'en 1978, six avec le Jura depuis) soit opposée à une Suisse alémanique unifiée (19 cantons, dont Berne et les Grisons). Ce qui représente seulement 0,75% des votations. C'est ce qu'on apprend dans un livre qui vient de sortir, *La Démocratie directe en Suisse*, un ouvrage de Hans-Peter Schaub et Marc Bühlmann,

avec la base de données Swissvotes et la plateforme Année politique Suisse à l'Université de Berne. «Il faut donc tempérer ce ressenti, estime Marc Bühlmann. Car on observe aussi des communes alémaniques qui refusent la réforme de l'AVS et des romandes qui l'acceptent. La langue ne fait pas tout.» Il constate aussi que dans les communes proches de la frontière linguistique, les votes sont moins tranchés qu'ailleurs, «ce qui est un signe qu'on discute ensemble».

«En Suisse alémanique, on est plus sceptique vis-à-vis de l'Etat»

Si la démocratie directe est une montre de précision, dont l'observation fine des rouages donne le tournis, il n'en reste pas moins qu'elle donne l'heure. Et même s'il n'y a pas homogénéité parfaite en termes de résultat, on peut pourtant dire que la barrière de röstli, malgré quelques trous dans le grillage, était aussi dressée concernant l'acquisition d'avions de combat, l'initiative sur l'immigration de masse ou encore celle sur l'Espace économique européen. C'était en tout cas le ressenti, même si pour l'avion de combat, les deux Bâles ont dit non et le Valais oui, que Bâle, Zoug et Zurich ont refusé l'immigration de masse

comme les Romands, et que l'EEE a mis Bâle dans le camp romand du oui.

C'est que les facteurs culturels, mais aussi socioéconomiques et idéologiques, s'en renforcent, et parfois se neutralisent ou se renforcent, comme l'explique Christophe Büchi, ancien correspondant de la NZZ en Suisse romande et auteur de *Mariage de raison*, un livre paru en 2015 sur cette union complexe entre Alémaniques et Romands: «Les points de divergences essentiels portent sur la politique étrangère et migratoire, le social et le service public ainsi que l'armée», explique le journaliste.

C'est clair: la Suisse romande attend davantage de l'Etat que la Suisse alémanique, cette inconditionnelle de la responsabilité individuelle. «Quand une vota-

«On n'a pas de données fiables, mais intuitivement je pense qu'il y a plus d'argent en Suisse alémanique»

CHRISTOPHE BÜCHI, ANCIEN CORRESPONDANT DE LA «NZZ» EN SUISSE ROMANDE

tion propose d'enlever quelque chose, la Suisse romande refuse, alors qu'en Suisse alémanique, on est plus sceptique vis-à-vis de l'Etat, on a tendance à penser qu'il faut faire soi-même son bonheur», explique Marc Bühlmann. Pour le professeur, cette différence s'explique par l'histoire des cantons. La démocratie directe est en effet plus forte en Suisse alémanique, où des communes, et même des grandes, ont encore des assemblées en lieu et place des parlements. Les citoyens ont donc appris à regarder l'Etat de près, voire à s'en méfier. Si l'Etat s'implique trop, il sera freiné par la démocratie directe.

Pour Christophe Büchi, cette divergence d'attente envers l'Etat pourrait aussi s'expliquer par la fortune: «On n'a pas de données fiables, mais intuitivement je pense qu'il y a plus d'argent en Suisse alémanique, même dans des communes de la taille d'Yverdon versus Zofingen. Ce qui expliquerait que la gauche soit plus forte en Suisse romande.»

La Romandie plus à gauche

Nous y voilà: le clivage gauche-droite. C'est celui-là qui inquiète l'historien Olivier Meuwly, davantage que le clivage linguistique. Car le résultat de la votation, si

serré, en est l'expression politique: «J'ai longtemps voulu écarter l'explication de la polarisation gauche-droite, mais je dois revenir sur ma prévention initiale. Il faut y ajouter la polarisation villes-campagnes, celle linguistique, celle religieuse parfois.» Si, pour lui, la Suisse possède la capacité à surmonter ce clivage, il doit cependant inciter à la vigilance, car les sujets emblématiques l'emportent ou sont enterrés à très peu de voix près. Pour cet historien spécialiste du radicalisme et du libéralisme, pas de doute: la Romandie est plus à gauche que la Suisse alémanique, avec un PS plus marqué, des radicaux et un Centre plus à gauche que leurs pairs suisses alémaniques et une UDC moins à droite. «On a cru que Pierre-Yves Maillard était un socialiste modéré, mais c'est une illusion vaudoise», estime Olivier Meuwly.

Pourtant, des commentateurs alémaniques relèvent lundi, comme dans les journaux du groupe CH-Media, que «les réformes sociales sont désormais possibles même sans le PS et les syndicats». Certes, si on excepte la Suisse romande, justement, laquelle a largement voté derrière la gauche et l'Union syndicale suisse. Le Röstigraben n'a sans doute pas fini de fâcher. ■